

Intervention de Nicolas Walder – Panel 1

Mesdames et Messieurs,

Je tiens tout d'abord à vous remercier pour l'organisation de ce merveilleux événement, ainsi que pour la chaleur et la qualité de votre accueil. Je souhaite également exprimer ici notre solidarité totale envers nos collègues ukrainiens qui, faut-il le rappeler, se battent non seulement pour leur souveraineté, mais aussi pour protéger nos valeurs démocratiques, celles qui nous rassemblent aujourd'hui.

Je voudrais aussi remercier les intervenants pour la grande qualité de leurs présentations et des échanges qui ont enrichi nos réflexions au cours de cette journée.

Permettez-moi de souligner que nous, en Suisse, partageons pleinement l'analyse exposée par les différents intervenants ainsi que par nos collègues parlementaires. Ces analyses convergent toutes sur un point essentiel : les ingérences hybrides constituent une menace systémique majeure, voire, pour certains, un risque existentiel pour nos sociétés démocratiques.

En Suisse, ces enjeux suscitent de nombreux débats parlementaires et des initiatives législatives importantes. Le Parlement a, par exemple, exigé un renforcement de nos cadres juridiques, notamment en ce qui concerne les procédures d'expulsion des diplomates s'adonnant à des activités d'espionnage hostile. Ces mesures ont principalement visé, récemment, des diplomates russes présents sur notre territoire.

Face à ces attaques qui mettent en péril l'existence même de nos nations, il est crucial de parler de protection et de résilience, comme cela a été largement évoqué aujourd'hui : sensibilisation, formation et diffusion d'informations sont des éléments clés pour préserver nos États démocratiques et nos libertés.

Mais est-ce suffisant ?

Devons-nous uniquement nous concentrer sur le renforcement de notre résilience et de notre défense ? Ou devons-nous également envisager des actions plus offensives ? C'est une réflexion que je souhaite soumettre à votre discussion.

Ma première question s'adresse aux intervenants : face à cette guerre hybride menée par des États non-libéraux comme la Russie, les démocraties occidentales mènent-elles, elles aussi, des cyberattaques ciblées contre ces États belliqueux ? Une telle stratégie pourrait non seulement perturber leurs infrastructures, mais aussi envoyer un message clair : nos États démocratiques disposent, eux aussi, des moyens nécessaires pour défendre activement leurs intérêts.

Ma seconde question concerne les acteurs économiques. Nous savons qu'en Russie, tout comme en Chine, les acteurs économiques collaborent étroitement avec leurs gouvernements pour atteindre des objectifs stratégiques. Ne devrions-nous pas, dans nos propres États, renforcer le cadre légal et les obligations de nos entreprises afin que leurs actions soient alignées avec les objectifs démocratiques de nos gouvernements ?

Prenons l'exemple de l'engagement de Microsoft, qui a joué un rôle déterminant dans la protection de la démocratie. Ne faudrait-il pas que tous les grands acteurs économiques, notamment dans le domaine de l'Internet, contribuent de manière active à cette mission ?

En résumé, Mesdames et Messieurs, pouvons-nous encore nous permettre le luxe d'héberger des entreprises dont les activités, directement ou indirectement, servent les intérêts de gouvernements hostiles à nos valeurs démocratiques ?

Je vous remercie.